Rentrée 2024, les personnels exigent une autre politique

jeudi 29 août 2024, par CGT

C'est dans un contexte politique inédit, que Nicole Belloubet a tenu une conférence de presse avant la rentrée scolaire. Selon la ministre démissionnaire, tout est prêt pour cette rentrée scolaire. Fort heureusement une rentrée scolaire se prépare en juillet !

La ministre démissionnaire n'a pas que se contenter de rappeler les expérimentations annoncées avant la dissolution, mesures cosmétiques et peu crédibles mais réactionnaires (interdiction des smartphones et uniformes)

Sur le plan pédagogique, la mobilisation des personnels et la situation politique ont contraint le ministère à « reporter » certaines mesures contenues dans le Choc des savoirs (réforme du brevet et prépas secondes généralisées, nouveaux programmes et labellisation), même si la « ministre » fait comme si elles seront bien mises en œuvre, on ne sait par qui.

Pour finir, rien n'a été dit à cette conférence de presse sur le manque chronique de personnels qui continue de dégrader les conditions de travail et le service public de l'Éducation. Cette année encore, beaucoup trop d'écoles, d'établissements ou de services fonctionneront avec du personnel en nombre insuffisant. Une fois de plus, les personnels feront la rentrée 2024 avec un goût amer et s'efforceront, néanmoins, de faire tourner le système avec professionnalisme. Mais jusqu'à quand ?

Mais c'est surtout le caractère hors sol et non démocratique que la CGT Éduc'action retient de cette conférence de presse. Elle symbolise le maintien de la politique de casse de l'Éducation nationale, du tri social des élèves, du manque d'investissement dans les services publics, contre les votes exprimés par la très grande majorité des électeurs et électrices aux législatives.

La CGT Éduc'action exige la mise en œuvre d'une autre politique au service des élèves, de leurs familles et des personnels : créations massives de postes dans toutes les catégories, augmentation générale et significative des salaires, titularisation des personnels contractuels sans condition de concours et de nationalité et création d'un statut pour les AESH et les AEd.

Elle exige également une politique d'éducation ambitieuse et émancipatrice pour les élèves, qui mette fin à la perte de sens de nos métiers avec l'abrogation des réformes des lycées et de Parcoursup depuis 2017 ainsi que des mesures du « choc des savoirs » dont les groupes de niveaux/besoins. Si la terminologie a quelque peu évolué, le flou entretenu sur le choix des mots engendre des inégalités entre établissements.

Par ailleurs, la volonté de généraliser les évaluations en CE2 et CM2 a été réaffirmée avec la possibilité, pour les « moins performant·es » de recevoir une remédiation hors des murs de la classe…La CGT Éduc'action s'est toujours opposée aux évaluations nationales que ce soit dans le 1er ou dans le Second degré. C'est une stigmatisation qui renvoie les élèves à leurs propres échecs.

Dès la rentrée, la CGT Éduc'action appelle tous les personnels à se réunir en assemblée générale, à

organiser des heures d’information syndicale et lister toutes leurs revendications. Elle dépose des préavis de grève pour tout le mois de septembre.

Dans ce cadre, la CGT Éduc’action appelle les personnels à refuser collectivement de faire passer les évaluations nationales dans le 1er et le Second degré et appelle à ce titre les personnels à la grève le 10 septembre. C’est ensemble que nous pouvons agir pour un autre projet d’École soucieux de la réussite de toutes et tous.M

Montreuil, le 27 août 2024